



Conseil économique et social

Distr. générale
27 avril 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 20 de l'ordre du jour

**Instituts de recherche et de formation
des Nations Unies**

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) s'attache à renforcer les capacités des particuliers, des institutions et des organisations des pays et des autres parties prenantes du système des Nations Unies en ayant recours à des solutions d'apprentissage de qualité et à des services et supports de connaissances connexes pour améliorer la prise de décisions et appuyer les mesures prises au niveau national en vue de relever les défis mondiaux, nationaux et locaux. L'Institut fournit aussi des services de formation et de recherche ainsi que des services consultatifs pour aider les administrations publiques, l'ONU et d'autres partenaires à atteindre des objectifs sociaux et économiques plus larges. En 2023, l'Institut célèbre le soixantième anniversaire de sa création et le vingtième anniversaire du service de cartographie d'urgence, qui est depuis longtemps reconnu par la communauté humanitaire comme une source fiable et efficace de soutien technique en cas de besoins importants et urgents.

Le programme de travail de l'Institut au titre de son cadre stratégique continue de s'inspirer du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres textes issus de grandes conférences. Les résultats de la mise en œuvre du cadre stratégique sont très encourageants, l'Institut ayant dispensé des services d'apprentissage, de formation et de partage des connaissances à près de 700 000 personnes pendant le cycle budgétaire annuel 2020-2021. Le nombre de bénéficiaires des activités d'apprentissage a également atteint un record, puisqu'il s'est établi à quelque 450 000, soit quelque 64 % de l'ensemble des bénéficiaires. Compte tenu de la nature transversale de la formation, l'aide apportée par l'Institut aux États Membres

* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



pour qu'ils appliquent le Programme 2030 couvre nombre des objectifs de développement durable.

Conformément aux principes énoncés dans le Programme 2030, qui visent à ne laisser personne de côté et à aider les plus défavorisés en premier, l'UNITAR continue de s'attacher à renforcer les capacités des 93 pays en situation particulière. La majorité des apprenantes et apprenants de l'Institut vivent sur le continent africain, qui compte le plus grand nombre de pays en difficulté. Les questions de genre figurent en bonne place dans les priorités du cadre stratégique et, à partir de 2020 et jusqu'en 2022, l'UNITAR a amélioré de manière significative son rayonnement auprès des femmes et inversé les déséquilibres hommes-femmes observés les années précédentes.

La situation financière de l'Institut continue d'être caractérisée par la stabilité et la croissance. Le montant total des recettes enregistrées pour l'exercice biennal 2020-2021 s'élevait à 75,4 millions de dollars, soit une augmentation de 16,9 % par rapport à celui de l'exercice 2018-2019 (64,5 millions de dollars). En tant qu'instrument à affectation souple, le Fonds Ne laisser personne de côté continue de financer l'exécution de programmes dans des domaines stratégiques, en particulier ceux qui s'adressent aux bénéficiaires des pays les plus défavorisés, l'idée étant d'aider les États Membres à atteindre les objectifs de développement durable.

Il est recommandé que l'UNITAR continue à faire en sorte que sa programmation soit liée au Programme 2030 et à élargir sa programmation et son rayonnement auprès des bénéficiaires. En outre, l'UNITAR devrait étudier les moyens de renforcer sa présence au niveau national en établissant des liens plus étroits avec le système des Nations Unies afin de garantir une programmation plus intégrée et plus efficace.

Il est également recommandé que les États Membres et les autres parties prenantes, notamment les entreprises et le secteur privé, apportent un soutien sans réserve à l'Institut afin qu'il puisse continuer de s'employer à répondre aux besoins des pays en matière de renforcement des capacités et d'apprentissage et à d'autres besoins, et que les États Membres et les autres parties prenantes, notamment les entités des Nations Unies concernées, envisagent de fournir un soutien financier au Fonds Ne laisser personne de côté afin d'améliorer son rayonnement auprès des bénéficiaires des pays en situation particulière.

I. Introduction

1. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est l'un des principaux instruments des Nations Unies au service de la formation. Il fournit des services de formation et de recherche ainsi que des services consultatifs pour aider les administrations publiques, l'ONU et d'autres partenaires à atteindre des objectifs sociaux et économiques plus larges. En outre, l'UNITAR œuvre en faveur de l'élargissement de la couverture sanitaire universelle, dans le cadre de la lutte contre les maladies non transmissibles, et de la réduction des inégalités dans l'accès aux soins chirurgicaux d'urgence et aux soins chirurgicaux essentiels grâce à la formation et à des activités connexes.

2. Le programme de travail de l'Institut au titre du cadre stratégique 2022-2025 continue de s'inspirer du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des textes issus d'autres grandes conférences, notamment la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, tenue à Sendai (Japon) en 2015, la vingt-et-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris en 2015, et la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba en 2015. Quant à l'orientation stratégique de l'Institut, elle s'inspire de l'appel lancé par le Secrétaire général dans ses rapports intitulés « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 : garantir à chacun un avenir meilleur » (A/72/124-E/2018/3) et « Notre Programme commun ».

3. La partie II du présent rapport porte sur le cycle de planification plus large de l'UNITAR et donne un aperçu des domaines d'activité relevant des quatre pôles thématiques du cadre stratégique (à savoir la paix, les populations, la planète et la prospérité) et de ses composantes transversales. Elle comprend un bref résumé des principaux résultats obtenus au cours des deux dernières années et présente diverses initiatives menées à bien par l'UNITAR depuis le rapport de 2021 (E/2021/49), notamment dans les domaines mentionnés dans la résolution 2021/16 du Conseil économique et social, tels que les programmes de formation dans les domaines de la diplomatie, de la coopération économique, de l'intégration des questions de genre et de l'autonomisation des femmes, et de l'utilisation des techniques géospaciales et des connaissances provenant des images satellites pour la réduction des risques de catastrophe.

4. La partie III fait le point sur la situation financière de l'Institut, qui est caractérisée par la stabilité et la croissance. La section IV présente deux recommandations.

II. Application du cadre stratégique

5. Pendant l'exercice biennal 2020-2021, plus de 700 000 personnes originaires de presque tous les États Membres avaient bénéficié des programmes de l'UNITAR ; 64 % d'entre elles (450 000 personnes) avaient utilisé ses services d'apprentissage. Il s'agit des chiffres les plus élevés ayant été atteints dans l'histoire de l'Institut au cours d'un cycle budgétaire de deux ans. En plus de ses activités de formation, l'UNITAR a fourni d'autres produits et services, les plus remarquables étant l'imagerie et l'analyse cartographiques rapides assurées par le Centre satellitaire des Nations Unies, programme opérationnel de l'Institut à forte intensité de technologie axé sur la cartographie et l'analyse par satellite et grâce à des systèmes d'information géographique (SIG). Pendant l'exercice biennal 2020-2021, 642 cartes et rapports ont été produits à partir d'images satellitaires afin d'aider la communauté humanitaire

internationale, soit deux fois plus qu'en 2018-2019. En outre, plus de 300 demandes de soutien ont été satisfaites.

6. Dans sa résolution [2021/16](#), le Conseil économique et social a encouragé l'UNITAR à continuer de répondre aux besoins en matière de formation et de renforcement des capacités conformément à son mandat et aux textes issus des conférences internationales pertinentes, et de mettre ses activités en adéquation avec le Programme 2030. En novembre 2021, le Conseil d'administration de l'Institut a reconnu que les objectifs stratégiques demeuraient pertinents et a décidé de prolonger la validité du cadre stratégique pour couvrir la période 2022-2025 et d'y ajouter de nouveaux sous-objectifs, à savoir promouvoir la santé pour tous, en particulier dans les pays les plus vulnérables, promouvoir les technologies pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable et réduire les nombreuses fractures numériques qui existent. À la fin de 2021, l'Institut a également finalisé l'intégration du programme relatif aux cycles durables, qui était auparavant géré par l'Université des Nations Unies.

7. La croissance soutenue observée au cours de l'exercice biennal 2020-2021 s'est accélérée en 2022, le nombre total de bénéficiaires ayant atteint quelque 400 000 personnes, soit une augmentation de 7 % par rapport aux chiffres de 2021, grâce à un nombre record de 1 383 manifestations organisées. En 2022, 95 % des bénéficiaires ont participé aux programmes relevant des pôles thématiques consacrés à la paix, aux populations et à la planète. Le nombre de bénéficiaires des activités d'apprentissage a également atteint un record, puisqu'il s'est établi à plus de 277 000 (soit 70 % de l'ensemble des bénéficiaires).

8. On estime qu'environ trois quarts des apprenantes et apprenants de l'Institut sont originaires de pays en développement. Conformément au principe énoncé dans le Programme 2030 qui vise à ne laisser personne de côté, l'UNITAR continue de s'attacher à renforcer les connaissances, les compétences et les autres capacités dans les 93 pays en situation particulière, notamment les États fragiles et les États qui sortent d'un conflit, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. En définitive, le succès des efforts déployés pour mettre en œuvre le Programme 2030 se mesure à l'aune des progrès réalisés par les pays en difficulté, et le rayonnement de l'Institut auprès des bénéficiaires de ces pays continue d'augmenter en termes absolus.

9. Les questions de genre figurent en bonne place dans le cadre stratégique, l'objectif étant de parvenir à la parité femmes-hommes parmi les bénéficiaires sans tenir compte des contingents militaires ni des effectifs de police dans les programmes relatifs au maintien de la paix, conformément à la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies. En 2022, l'UNITAR a continué d'améliorer son rayonnement auprès des femmes et a atteint un ratio de 55 femmes pour 43 hommes (1 % de personnes non binaires et 1 % de personnes dont le genre n'est pas connu). L'UNITAR continue de cibler les groupes vulnérables dans ses programmes, 79 % des domaines de résultats du budget-programme révisé pour l'exercice 2022-2023 étant alignés sur les principes de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et de ne laisser personne de côté.

A. Paix

10. La construction d'un avenir durable est au cœur de la mise en œuvre du Programme 2030, lequel repose sur le caractère interdépendant du développement durable et du renforcement de la paix. Pour atteindre cet objectif fondamental, l'UNITAR a continué de développer ses services de renforcement des capacités pour soutenir la création de sociétés pacifiques, justes et inclusives grâce à des solutions

d'apprentissage novatrices pour les individus, les organisations et les organismes de formation, afin d'améliorer la prise de décisions au niveau mondial et d'appuyer les mesures prises au niveau national en vue de bâtir un avenir meilleur. Malgré les défis liés à la poursuite de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), ainsi qu'aux guerres et aux conflits qui se sont déroulés en 2022, l'UNITAR est demeuré déterminé et résolu à mettre en œuvre des solutions d'apprentissage novatrices en faveur de la paix durable. En 2022, l'UNITAR a également connu une expansion stratégique, certaines activités ayant été consolidées grâce à la présence de l'Institut au Mali, au Niger et au Sénégal et à ses bureaux de projet à Bonn (Allemagne) et à Nairobi.

11. Compte tenu de l'importance cruciale de la prévention et de la nécessité de privilégier les solutions politiques, l'Institut a poursuivi ses travaux visant à renforcer les capacités des principaux acteurs et institutions en matière de prévention des conflits et de promotion d'une paix durable. En 2021 et 2022, des programmes de bourses mis en œuvre aux niveaux international, régional et sous-régional en Afrique ont permis de renforcer les capacités des diplomates (femmes et hommes) de haut niveau et de niveau intermédiaire, du personnel du Siège de l'ONU, des opérations de paix et des organisations régionales, ainsi que des représentantes et représentants de la société civile, en leur offrant la possibilité d'approfondir leurs connaissances et de renforcer leurs compétences en matière de rétablissement de la paix et de prévention des conflits.

12. De même, le programme annuel de bourses en matière de maintien de la paix et de diplomatie préventive a offert à de multiples parties prenantes, notamment des cadres de haut niveau et de niveau intermédiaire des départements organiques du Siège de l'ONU, des opérations de paix, des entités du système des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'à des diplomates, une plateforme pour débattre de sujets liés à la paix et à la sécurité. En 2021 et 2022, les femmes représentaient respectivement 44 % et 48 % des boursiers ayant suivi une formation. Les boursiers ont participé aux activités théoriques et pratiques d'analyse des conflits, de négociation et de médiation, au partage des enseignements tirés et aux séances de dialogue avec des experts.

13. Le monde traverse actuellement une période agitée, le tissu social des sociétés étant mis à rude épreuve par la pandémie et ses conséquences, et les changements climatiques et les incertitudes économiques contribuant aux troubles politiques et à la fragilité, en particulier en Afrique. Les menaces qui pèsent sur la sécurité humaine sont de plus en plus complexes et exigent une action plus urgente. Les efforts de rétablissement de la paix, visant à bâtir et à maintenir des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, ainsi que la prévention des conflits violents, sont des priorités essentielles pour la communauté diplomatique et le personnel de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, ainsi que pour les opérations de paix des Nations Unies sur l'ensemble du continent. Le programme régional annuel de formation visant à renforcer la prévention des conflits et le rétablissement de la paix en Afrique a été conçu pour améliorer les connaissances et les compétences pratiques des fonctionnaires de la Présidence, du cabinet du (de la) Premier(ère) Ministre, des ministères des affaires étrangères, des chefs des principaux départements de l'Union africaine et des secrétaires généraux des organisations sous-régionales, ainsi que des chefs des opérations de paix des Nations Unies dans toute l'Afrique, en matière d'analyse des conflits, de négociation et de médiation, afin de renforcer les capacités essentielles de prévention des conflits et de pérennisation de la paix.

14. En 2022, 51 % des 43 diplomates et membres du personnel de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et des opérations de paix qui ont suivi le

programme de formation régionale avancée étaient des femmes, et comprenaient des représentantes des cabinets de la Présidence et du (de la) Premier(ère) Ministre, des opérations de paix des Nations Unies et de l'Union africaine dans des contextes difficiles, ou encore de la société civile. Les fonctionnaires qui ont participé à ce programme ont pu reprendre leurs travaux essentiels après avoir reçu une formation aux meilleures pratiques et acquis des capacités accrues et une vision renforcée de la paix.

15. En partenariat avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et l'Organisation internationale de la Francophonie, l'UNITAR a conçu et mené un programme de formation sous-régional francophone pour améliorer la prévention des conflits et le rétablissement de la paix en Afrique centrale compte tenu des difficultés complexes auxquelles la région était confrontée, accentuées par les changements climatiques et les incertitudes politiques et économiques mondiales ayant des répercussions sur la région de l'Afrique centrale. Des fonctionnaires et des représentantes et représentants du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad, de la République démocratique du Congo et de la République du Congo ont suivi avec succès le programme de formation intensive visant à renforcer les capacités essentielles en matière de rétablissement de la paix et de prévention des conflits. Les femmes fonctionnaires et représentantes représentaient 59 % des personnes formées.

16. L'UNITAR a poursuivi ses efforts pour améliorer les performances du personnel en tenue déployé dans le cadre des opérations de paix des Nations Unies (militaires, personnel de police et personnel pénitentiaire). Sachant qu'aujourd'hui, les opérations de maintien de la paix font courir des risques considérables aux personnes qui servent cette cause, l'UNITAR a mis l'accent sur la préparation des membres du personnel médical et paramédical avant leur déploiement dans des opérations de paix de l'ONU, en leur fournissant les formations et le matériel nécessaires. Malgré les multiples difficultés rencontrées, cette initiative a permis d'améliorer considérablement la capacité des membres du personnel à remplir leur rôle et leurs responsabilités et a ainsi contribué à préserver la vie de ceux qui se consacrent à la protection de la paix et des membres des communautés touchées par des conflits prolongés. Dans toutes ses interventions, l'UNITAR s'est efforcé de garantir l'égalité des chances pour les femmes, de promouvoir la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les forces de sécurité et de défense et d'éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement aux efforts visant à rétablir ou à bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives dans le monde entier.

17. En 2022, l'UNITAR a institutionnalisé ses partenariats avec plusieurs centres régionaux et internationaux de formation au maintien de la paix, dans le but d'œuvrer à la professionnalisation de la formation dans les domaines de la paix et de la sécurité. Cela a permis à l'Institut de promouvoir une approche fondée sur des interventions visant à aider les institutions et les individus à surmonter les difficultés et à avoir une incidence positive sur le monde.

18. Dans le domaine de l'autonomisation des femmes, l'UNITAR a élargi son portefeuille d'activités pour permettre aux femmes de participer de manière significative aux processus de paix à tous les niveaux et en exerçant toutes sortes de fonctions. Au niveau national, l'Institut a apporté un soutien spécifique au suivi de la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et des plans d'action nationaux correspondants, grâce au soutien direct du Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) de la présidence de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité. En partenariat avec le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa), l'UNITAR a contribué également à améliorer les compétences des membres du Réseau en matière de

prévention des conflits et d'interventions de médiation à différents niveaux. Une formation a ainsi été dispensée à 188 membres du Réseau en anglais et en français, avec la possibilité de suivre une version traduite en arabe.

19. Afin de combler l'écart entre les femmes et les hommes à tous les niveaux des processus de paix, et en collaboration avec la filière de sélection de femmes qualifiées en vue de leur recrutement à des postes de direction et la Rwanda Peace Academy, l'UNITAR a mis en œuvre un programme de formation sur l'exercice de fonctions de direction par des femmes dans le cadre des activités de paix afin d'offrir aux membres de la filière la possibilité d'appliquer les principes fondamentaux des Nations Unies en matière de direction à des problèmes concrets et de mieux comprendre comment l'ONU aborde la question de la direction dans les contextes du maintien de la paix et dans les situations d'après conflit. Pour faire entendre les voix émergentes des jeunes femmes, l'UNITAR a fait preuve d'innovation en matière d'égalité des genres dans le sport en collaborant avec le Premier League Charitable Fund et Sport Relief pour aider les filles et les jeunes femmes à renforcer leurs compétences personnelles et à développer une attitude positive vis-à-vis des fonctions de direction, et a lancé l'université d'été #SheLeads4Peace pour les jeunes femmes cherchant à se faire une place dans le domaine de la paix et de la sécurité.

20. L'UNITAR a continué de soutenir l'autonomisation des jeunes et l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi que les efforts de paix dirigés par des jeunes, en mettant en œuvre diverses initiatives. L'adoption d'une approche transformatrice en vue du renforcement des capacités par les jeunes et axé sur les jeunes a continué de porter ses fruits. Ainsi en Colombie, un réseau désormais autonome d'organisations de la société civile et de formateurs et formatrices a permis de soutenir 1 880 personnes à l'appui du processus de paix et de réconciliation en cours, et ce même lorsque le programme financé par l'Institut a pris fin. Grâce à l'utilisation d'outils et de méthodologies numériques pour fournir des services adaptés aux besoins, l'Institut a contribué à mobiliser les capacités existantes et à renforcer les connaissances au moyen de services de soutien en ligne en matière d'analyse, de transformation et de règlement des conflits, y compris en menant des actions ciblées à la demande de jeunes yéménites dans le cadre d'un pacte pour la paix et la sécurité. L'Institut a mis en place des actions destinées à favoriser l'inclusion et l'accessibilité des activités d'autonomisation, notamment en redoublant d'efforts dans le cadre de son initiative relative à l'éducation pour tous (« Educate All ») et en proposant un cours dans les six langues officielles des Nations Unies, ainsi qu'en portugais. Les activités ont été conçues pour aider les jeunes à contribuer de manière significative aux besoins économiques, sociaux et environnementaux urgents de leurs communautés en explorant les possibilités de devenir des acteurs et actrices du changement dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

21. Dans le domaine du relèvement et de la résilience, l'UNITAR a appuyé les efforts de stabilisation et de réconciliation en Libye par l'intermédiaire de plusieurs initiatives visant à permettre aux organisations de la société civile de concrétiser les efforts déployés au niveau national en faveur d'une paix durable à l'échelle de la communauté. Ces initiatives ont été axées sur le renforcement des capacités locales en matière d'analyse des conflits et de coexistence pacifique, sur la prévention de l'extrémisme violent et sur l'autonomisation des jeunes pour les encourager à devenir des moteurs d'un changement pacifique. L'Institut a également mené une évaluation du rôle des femmes dans le règlement des conflits et la réconciliation aux niveaux national et local afin de mieux connaître les besoins, les capacités et les défis auxquels les femmes étaient confrontées lorsqu'elles participaient à des activités de consolidation de la paix et de règlement des conflits. En soutenant l'initiative du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en faveur de la

réconciliation nationale en Libye, l'UNITAR a contribué à la stabilisation du pays grâce au renforcement des capacités d'un réseau libyen de médiateurs.

22. En partenariat avec la Banque mondiale, l'UNITAR a continué de soutenir l'Union africaine dans les domaines convergents de la prévention et de la gestion des conflits – en particulier les systèmes d'alerte rapide et les activités liées au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration dans les contextes prioritaires. En 2022, les activités de l'Institut se sont concentrées sur la diffusion des notes d'orientation opérationnelle de l'Union africaine sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, en particulier en ce qui concerne la gestion des armes et des munitions et la lutte contre l'extrémisme violent. En partenariat avec le Département des opérations de paix, l'UNITAR a lancé un programme de formation en ligne pour les professionnels ayant une expérience opérationnelle ou politique avancée dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Afin de fournir aux professionnels travaillant sur l'égalité des genres et le contrôle des armes légères les outils nécessaires pour prendre en compte systématiquement les questions de genre dans les initiatives de contrôle des armes légères, l'UNITAR et le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies se sont associés en vue de mettre au point une formation en ligne fondée sur le manuel de formation à la prise en compte des questions de genre élaboré par le Bureau.

23. Dans le domaine de l'énergie au service de la paix, l'UNITAR a continué de diriger le Plan d'action mondial pour des solutions énergétiques durables dans les situations de déplacement – une initiative mondiale visant à promouvoir des actions permettant de garantir l'accès durable à l'énergie dans les situations de déplacement et l'utilisation durable de celle-ci, comme indiqué dans le Plan d'action mondial. Dans le cadre de cette initiative, le Groupe de la coordination du Plan d'action mondial a collaboré avec l'équipe chargée de l'énergie de l'Agence allemande de coopération internationale afin de mener des évaluations énergétiques au Nigéria et d'élaborer des modèles d'activité qui permettront la transition vers des solutions solaires dans 40 locaux occupés par diverses entités des Nations Unies. Le rapport sur les travaux entrepris fait état des principaux enseignements tirés de l'utilisation des différents mécanismes de financement mixte dans les situations de déplacement et contient des recommandations pour la poursuite de leur développement. Les avantages potentiels du recours à des mécanismes de financement tels que le financement direct, l'assistance technique, les mécanismes de transfert de risque et les initiatives de marché sont également mis en évidence dans le rapport. Les conclusions intermédiaires ont conduit à la création d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la décarbonisation de l'énergie humanitaire, qui vise à soutenir la décarbonisation des opérations humanitaires dans cinq pays du Sahel.

24. L'augmentation du nombre d'initiatives relatives à l'accès à l'énergie pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil s'accompagne d'une augmentation de la quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques produits dans les situations de déplacement, et la gestion inadéquate de ces déchets constitue une menace pour la santé et l'environnement. Le Groupe de la coordination a établi un rapport de situation, dans lequel il recense plusieurs outils de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques pour les organisations humanitaires fondés sur les principes de l'économie circulaire. Il fournit également un aperçu des principaux acteurs et des projets en cours et formule des recommandations à l'intention des décideurs et décideuses. Le Groupe de la coordination a créé un groupe de travail chargé de partager les enseignements tirés des projets relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques, de sensibiliser les décideurs et décideuses à cette question, de soutenir la mise en œuvre de projets pilotes dans ce domaine et d'organiser des séminaires en ligne pour diffuser les résultats de ces projets.

25. La bonne gouvernance et l'état de droit sont les fondements d'une démocratie saine, car ils permettent de s'assurer que les institutions démocratiques sont perçues comme légitimes par la population. Dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir l'état de droit, des sociétés justes et équitables et une lutte efficace contre la corruption et l'impunité en tant que conditions préalables au développement durable, l'UNITAR envisage la possibilité d'élargir son soutien au Niger et à d'autres pays voisins d'Afrique de l'Ouest.

B. Populations

26. Au titre du pôle thématique du cadre stratégique relatif aux populations, l'UNITAR continue de mettre l'accent sur la promotion du bien-être et de la qualité de vie, en veillant notamment à la protection et à l'autonomisation des groupes marginalisés et vulnérables. Son vaste portefeuille de projets axés sur l'amélioration de la qualité de vie de la population et des communautés locales est en grande partie mis en œuvre par l'intermédiaire du réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders, qui comprend actuellement 30 centres affiliés en Asie, en Afrique, en Australie, en Europe et dans les Amériques. Couvrant un large éventail de questions thématiques relatives à la durabilité, à la gouvernance, à l'urbanisation, au développement économique, à l'inclusion sociale, aux questions environnementales et au Programme 2030, le réseau contribue aux efforts de l'Institut en faveur de la formation et du renforcement des capacités au niveau des pays et constitue une plateforme d'échange de connaissances entre les représentantes et représentants du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire et la société civile sur les questions liées au développement durable. Le réseau a continué d'étendre ses activités, pour atteindre un total de 174 208 bénéficiaires en 2021 et 2022.

27. Au titre du pilier Populations, une autre initiative majeure a été menée, à savoir la fourniture d'un soutien aux États Membres en vue de la mise en œuvre d'actions visant à réduire le nombre d'accidents de la route ainsi que le nombre de décès et de blessures dus à ces accidents. Les travaux de l'Institut dans ce domaine sont axés sur le renforcement de la capacité des agentes et agents publics à mettre en œuvre des solutions pour réduire les facteurs de risque associés aux accidents de la route, à mener des évaluations du réseau routier pour recenser les axes routiers à haut risque et à concevoir des interventions ciblées. Plus de 12 000 personnes dans 28 pays ont ainsi bénéficié d'un soutien en 2021 et 2022, sous la forme d'ateliers de formation en présentiel, de cours en ligne ou de programmes de sensibilisation du public.

28. Dans un contexte mondial marqué par la pandémie de COVID-19, il est plus important que jamais d'aider les entrepreneurs et entrepreneuses à acquérir des compétences pratiques et à trouver des solutions créatives, non seulement pour pouvoir poursuivre leurs activités malgré les difficultés rencontrées, mais aussi pour développer leurs entreprises. En collaboration avec la CNUCED, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNITAR a organisé une formation sur la fourniture d'un soutien aux personnes migrantes et réfugiées et aux entrepreneurs et entrepreneuses locaux à l'intention des responsables des politiques. En 2022, 1 505 personnes, travaillant principalement pour des administrations locales et centrales, ont suivi ces formations et ont déclaré mieux comprendre les mécanismes d'action et les mesures concernant l'entrepreneuriat pour les personnes migrantes et réfugiées.

29. Afin de contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être des nourrissons, l'UNITAR a lancé en 2022 une initiative en matière de sensibilisation à l'allaitement, visant à renforcer la capacité des agentes et agents de santé à fournir des conseils

avisés aux femmes pour les aider à acquérir des connaissances pratiques sur l'allaitement et accroître leur confiance à cet égard. Un ensemble d'outils pédagogiques a été conçu pour former les agentes et agents de santé, le personnel infirmier, les sages-femmes et les parents, une attention particulière étant portée aux parties prenantes des pays d'Afrique subsaharienne.

30. L'UNITAR a continué de collaborer étroitement avec de nombreuses institutions des secteurs de la chirurgie et de la santé au niveau mondial, telles que la Harvard School of Public Health et la Johns Hopkins Medical School. Une formation à l'intention des cadres a été organisée autour des dispositifs chirurgicaux de grande valeur, et a obtenu la meilleure note jamais attribuée par des participants à des programmes de formation professionnelle continue de Harvard à l'intention des cadres. L'Institut a continué de fournir à l'Équateur, au Népal et au Pakistan une assistance technique spécialisée en vue de l'élaboration de plans nationaux relatifs à la chirurgie, au moyen notamment de la publication en 2022 d'une version espagnole du manuel d'élaboration de plans nationaux relatifs à la chirurgie, à l'obstétrique et à l'anesthésie. De nouvelles initiatives ont été mises en œuvre en collaboration avec les ministères de la santé argentin et malaisien concernant l'élaboration de politiques relatives aux thérapies dérivées du plasma sanguin. En outre, en collaboration avec des partenaires au Rwanda, en Afrique du Sud et en Türkiye, la Division Populations et Inclusion sociale de l'UNITAR a continué de renforcer ses travaux en matière de soins de santé fondés sur la valeur. Plus de 1 400 personnes ont bénéficié d'interventions éducatives, de cours, de manifestations et de séminaires en ligne axés sur des domaines de compétence hautement spécialisés en matière de santé. Les travaux de l'UNITAR pour aider les ministères de la santé à améliorer l'accès aux systèmes de soins chirurgicaux, en particulier en mettant l'accent sur la formation du personnel, ont grandement bénéficié du partenariat avec la Global Surgery Foundation.

31. L'UNITAR a poursuivi sa collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et l'Institut mondial d'éducation et de formation (Global Education and Training Institute) afin d'offrir une formation spécialisée aux agentes et agents des administrations territoriales pour soutenir l'élaboration de stratégies locales de réduction des risques de catastrophe et de résilience. Pour contribuer au renforcement des capacités des agentes et agents des administrations territoriales en matière de réduction des risques et de planification de la résilience, y compris de gestion des menaces sanitaires, l'UNITAR, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et l'Institut mondial d'éducation et de formation se sont associés à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin d'offrir une formation en ligne aux agentes et agents des administrations territoriales pour les aider à mettre en œuvre une approche globale qui associe les systèmes de santé publique et la gestion des risques de catastrophe, qui a été suivie par 772 personnes en 2022.

32. En partenariat avec le groupe de la CNUCED chargé de l'administration en ligne, et en coordination avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, l'UNITAR a conçu des plateformes d'administration en ligne pour les pays arabes. L'objectif du partenariat en cours est d'optimiser l'efficacité de l'administration en ligne ainsi que son incidence sur le développement et sa contribution au Programme 2030. Le partenariat vise également à promouvoir la conception et l'organisation de formations à l'intention des agentes et agents publics et d'autres parties prenantes afin d'améliorer le déploiement et le rayonnement des plateformes de services numériques. En 2022, l'UNITAR a lancé en Jordanie une plateforme commune d'inscription en ligne au registre du commerce dans le cadre du programme jordanien d'administration en ligne Daleel. L'UNITAR et la CNUCED ont jusqu'à présent aidé 293 entreprises de ce pays à s'enregistrer en tant

qu'employeurs, ce qui a permis de reconnaître des emplois qui n'étaient jusque-là pas pris en compte dans l'économie jordanienne.

C. Planète

33. Au titre du pôle thématique relatif à la planète, l'UNITAR a œuvré en faveur de la conservation, de la restauration et de la protection de l'environnement pour les générations présentes et futures, en favorisant la transition vers une économie respectueuse de l'environnement, à faible intensité de carbone et exempte de retombées climatiques, en appuyant une gestion saine et durable des produits chimiques et des déchets et en entreprenant des recherches à l'appui des politiques reposant sur une économie circulaire. Dans le domaine de l'action climatique, l'Institut a continué de fournir un soutien au secrétariat du Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques, initiative mondiale visant à aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des programmes d'apprentissage systématique, continu et axé sur les résultats dans ce domaine, conformément à l'article 6 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Lancé en 2009, le Partenariat est actif dans plus de 30 pays et regroupe actuellement 36 organisations multilatérales.

34. Le Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques vise à promouvoir la connaissance des enjeux climatiques mondiaux et la mobilisation en faveur du climat. Sa plateforme d'apprentissage en ligne est aujourd'hui un portail dédié aux changements climatiques mondialement reconnu. L'éducation jouant un rôle crucial pour ce qui est de remédier à la menace existante liée aux changements climatiques, le Partenariat revêt une grande utilité à cet égard, comme l'atteste le nombre d'utilisateurs du monde entier (plus de 640 000) qui étaient enregistrés sur la plateforme en décembre 2022 et les quelque 200 000 certificats qui avaient été délivrés à cette même date. Environ 50 cours portant sur les changements climatiques et l'économie verte, gratuits et dans plusieurs langues, sont à présent offerts sur cette plateforme. Un nouveau quiz sur les changements climatiques proposé sur la plateforme permet aux utilisateurs de tester leurs connaissances et de recevoir des conseils personnalisés pour poursuivre leur formation. D'autres activités d'apprentissage, telles que des ateliers en ligne et des cours sur le climat, sont également proposées à des publics plus spécifiques sur différents sujets liés au climat.

35. Au niveau national, le Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques aide les pays à promouvoir l'apprentissage sur les changements climatiques afin de les aider à mettre en application leurs contributions déterminées au niveau national ainsi que d'autres engagements en matière de changements climatiques. Sur la base des collaborations antérieures, le Partenariat a demandé aux pays partenaires de lui faire part de leurs besoins prioritaires les plus récents dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public aux changements climatiques et est parvenu à mobiliser des ressources et un soutien supplémentaires pour trois d'entre eux, en accord avec d'autres initiatives internationales majeures. D'autres possibilités sont à l'étude, en vue notamment de soutenir l'élaboration d'une stratégie nationale d'apprentissage en matière de changements climatiques dans un nouveau pays partenaire et d'étendre les travaux régionaux du programme en Afrique de l'Ouest. Le Partenariat apporte également un soutien grandissant au renforcement des capacités et à la mobilisation des jeunes dans le domaine des changements climatiques. Des possibilités d'apprentissage et d'échange spécialisées continuent d'être offertes.

36. L'UNITAR a continué de participer activement au Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, une alliance de premier plan regroupant quatre autres entités des Nations Unies (Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation internationale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), huit partenaires de financement et 22 pays partenaires qui œuvrent ensemble à la transformation des économies pour en faire des moteurs de la durabilité. La contribution de l'Institut au Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte est axée sur le renforcement des capacités des individus et des organismes de formation, et consiste notamment à proposer des produits de formation mondiaux, des formations personnalisées pour les pays partenaires, une aide à la définition des priorités d'apprentissage concernant l'économie verte et une stratégie de développement, ainsi qu'à partager des connaissances.

37. Pour soutenir la réforme de l'ONU, le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte collabore avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents du monde entier afin d'apporter aux pays un soutien sur mesure et de tirer parti du système des Nations Unies pour faciliter le passage à une économie verte. Dans ce contexte, l'UNITAR organise des formations ciblées sur la modélisation macroéconomique à l'intention des principales parties prenantes nationales, en étroite collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

38. En collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Commission économique pour l'Europe, l'UNITAR a proposé au Groupe international de coordination des registres des rejets et transferts de polluants de créer un partenariat mondial pour prendre des mesures concrètes en vue de la mise en place de registres des rejets et transferts de polluants dans le monde entier. La proposition a été accueillie favorablement par le Groupe et la première réunion du partenariat se tiendra au cours du deuxième trimestre de 2023.

39. En étroite coopération avec l'Agence suédoise des produits chimiques et l'Office fédéral de l'environnement de la Suisse, l'UNITAR a lancé cinq nouveaux cours en ligne gratuits sur la gestion des produits chimiques et des déchets. En étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'UNITAR a élaboré des orientations sur la gestion des produits chimiques dangereux à l'intention du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, intitulées *The GCC Unified Guidelines for Hazardous Chemicals Management*. Ces orientations s'adressent à tous les pays du Conseil de coopération et ont pour objectif de les aider à élaborer une législation nationale et un cadre réglementaire pour la gestion des produits chimiques et des déchets.

40. Installé dans les locaux de l'UNITAR à Bonn, le programme relatif aux cycles durables mène une série de projets novateurs de recherche et de formation axés sur les solutions concernant la production, la consommation et l'élimination durables de produits courants. En 2022, le programme a publié un rapport régional de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques pour l'Amérique latine. Ce rapport fait état des résultats de la recherche pour 13 pays participant à un projet conjoint de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et du Fonds pour l'environnement mondial qui vise à renforcer les initiatives nationales et à améliorer la coopération régionale en vue de favoriser la gestion écologiquement rationnelle des polluants organiques persistants dans les déchets d'équipements électriques et électroniques dans les pays d'Amérique latine. Le rapport comprend également une évaluation des statistiques, de la législation et des infrastructures de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et des polluants organiques persistants en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Chili, au Costa Rica,

en Équateur, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, en Uruguay et au Venezuela (République bolivarienne du). Par ailleurs, le programme a publié le premier ouvrage consacré à cette question, intitulé *Global Transboundary E-waste Flows Monitor 2022*, qui présente des données sur les volumes de déchets et les itinéraires commerciaux qui n'ont pas encore fait l'objet de recherches à l'échelle mondiale. Le programme a également publié le premier rapport national de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques pour le Liban, qui vise à examiner des données statistiques globales relatives aux équipements électriques et électroniques mis sur le marché, aux stocks nationaux et à la production de déchets qui en découle, ainsi qu'aux circuits d'élimination des déchets et à la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques en vue d'une gestion écologiquement rationnelle. En septembre 2022, de jeunes scientifiques du monde entier et 10 spécialistes internationaux se sont réunis pendant 10 jours à l'université de Limerick (Irlande) pour examiner la question de la gestion des matériaux précieux et des matières dangereuses contenus dans les déchets d'équipements électriques et électroniques et envisager des scénarios appropriés relevant de l'économie circulaire. En outre, une formation en ligne à un rythme personnalisé sur les déchets d'équipements électriques et électroniques a été mise au point dans le cadre de deux programmes de l'UNITAR, et celle-ci fait l'objet d'une attention croissante à l'échelle mondiale. Le programme relatif aux cycles durables est également chargé de l'initiative visant à résoudre le problème des déchets d'équipements électriques et électroniques, un réseau mondial regroupant plus de 55 organisations déterminées à formuler des recommandations pour s'attaquer au problème croissant des déchets d'équipements électriques et électroniques.

D. Prospérité

41. Dans le cadre du pôle thématique relatif à la prospérité, l'UNITAR s'est employé à promouvoir une croissance économique inclusive et durable et à créer des possibilités d'emploi décent pour tous en renforçant les capacités d'insertion professionnelle, y compris les compétences en matière d'entrepreneuriat et d'utilisation des outils numériques, en développant les aptitudes à la collaboration multipartite et en améliorant les connaissances dans les domaines du commerce, des finances publiques, de la propriété intellectuelle et de la lutte contre les infractions économiques et financières. Au cours des deux dernières années, l'Institut a conçu et mis en œuvre plusieurs activités de formation aux niveaux national, régional et mondial, en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, des communautés économiques régionales, des banques multilatérales de développement et des organismes régionaux de formation.

42. Les effets de la pandémie de COVID-19 continuent de peser sur les systèmes économiques et financiers à l'échelle mondiale, de même que les changements climatiques et les bouleversements géopolitiques actuels, qui ne font que creuser les inégalités dans les pays en développement et les pays les moins avancés. Dans le cadre de l'initiative « Great Ideas Space », l'Institut s'est adapté à ces changements et a persisté dans sa volonté de proposer des solutions d'apprentissage novatrices aux communautés vulnérables et marginalisées de femmes et de jeunes, dans des pays en proie à un conflit ou se relevant d'un conflit. Dans le cadre de cette initiative, une formation a été dispensée à 4 900 jeunes et femmes en Afghanistan, en Égypte, en Iraq, au Kenya et au Liban, l'objectif étant de mobiliser des entrepreneurs et entrepreneuses résilients dotés de connaissances internationales et régionales contextualisées en matière de santé publique et de lutte contre l'insécurité alimentaire.

43. Une initiative relative aux fonctions de direction et à la diversité a été lancée en vue de créer des communautés inclusives et résilientes aux niveaux local, régional et

national au moyen de la formation des femmes et des jeunes dans les secteurs civil, informel, professionnel et public dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Il est plus que jamais nécessaire de bâtir des sociétés résilientes pour faire face aux diverses catastrophes climatiques qui frappent les pays du monde entier. Les programmes de réduction des risques de catastrophes visent à permettre aux participantes et participants de concevoir des solutions adaptées au contexte local tout en tenant compte des enseignements tirés des régions voisines ainsi que des expériences vécues à l'échelle mondiale pour les encourager à rechercher des solutions durables et à long terme. Pour que le programme soit encore plus inclusif, la langue des signes a été introduite dans les programmes en 2022.

44. En partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre de l'initiative sur la finance et le commerce, l'UNITAR a conçu des programmes visant à offrir une formation complète sur le commerce et la sécurité alimentaire à des responsables politiques du monde entier en arabe, en français et en russe et, pour la première fois en 2022, en espagnol, à l'intention de 16 pays latino-américains, afin d'aborder la question de l'insécurité alimentaire sur le plan des politiques. En Afrique, des programmes ont été menés en partenariat avec le PNUD pour proposer des formations en anglais, en arabe et en français sur l'inclusion financière et la sécurité alimentaire dans quatre communautés économiques régionales.

45. Les plateformes commerciales en ligne ne cessent de se développer, en particulier en Afrique, ce qui accroît encore la nécessité de renforcer les capacités de la population locale. À l'occasion de la Journée mondiale de la créativité et de l'innovation, l'Institut a lancé une nouvelle initiative relative à la finance numérique qui vise à aider les pays et les organisations à exploiter les technologies numériques et à renforcer les connaissances et les compétences numériques et financières essentielles des populations locales. Cela a donné lieu à des discussions prospectives et axées sur l'avenir de la finance compte tenu des dernières innovations en matière de technologie financière, des meilleures pratiques en matière de numérisation des politiques monétaires et des monnaies du point de vue réglementaire, et des possibilités qu'offrent les innovations numériques pour accélérer le développement durable.

46. L'intégration des technologies numériques dans les programmes d'apprentissage a permis de créer des parcours de connaissances plus attrayants et plus accessibles, un pourcentage élevé d'apprenantes et d'apprenants se trouvant dans des pays en situation de conflit et de violence. L'adoption d'une approche axée sur le micro-apprentissage, privilégiant la mobilité et accessible hors ligne, a permis à 6 713 participants, dont 5 970 femmes, de poursuivre leur parcours d'apprentissage en dépit des difficultés d'accès à l'électricité ou aux données. La réalité virtuelle a également permis aux participantes et participants de s'immerger, suivant une logique d'apprentissage par l'expérience, et de ne pas se limiter à une approche purement théorique.

E. Domaines d'activité transversaux

47. Outre les pôles thématiques relatif à la paix, aux populations, à la planète et à la prospérité, l'UNITAR intervient dans trois domaines transversaux, à savoir : l'élaboration de programmes dont la finalité est d'accélérer la réalisation du Programme 2030 au niveau des pays ; la fourniture d'un appui à des politiques fondées sur des données factuelles grâce aux technologies, géospatiales notamment ; la diplomatie multilatérale.

Accélération de la réalisation du Programme 2030

48. L'UNITAR a continué de proposer des solutions en matière de renforcement des capacités, d'apprentissage et de formation dans le domaine du développement durable. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, l'Institut a aidé Maurice et les Seychelles à suivre une approche plus intégrée de la planification nationale et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. À Chypre, l'UNITAR a apporté son concours à l'élaboration d'un plan d'action national relatif aux objectifs de développement durable et au renforcement du système de gouvernance correspondant pour faire en sorte que les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports contribuent à éclairer les politiques et les programmes nationaux, à tenir compte des liens entre les différents objectifs, à combler les lacunes éventuelles et à promouvoir la collaboration entre les différents ministères et avec les parties prenantes non gouvernementales. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, l'UNITAR a mis en œuvre un programme régional à l'intention des pays arabes visant à renforcer les capacités de ces pays en matière de planification intégrée et de cohérence des politiques. Dans le cadre d'un partenariat avec plusieurs entités des Nations Unies, l'UNITAR a contribué à la mise en œuvre de trois programmes de formation régionaux pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale, l'Asie-Pacifique et l'Afrique, en mettant l'accent sur les cadres de financement nationaux intégrés afin de faciliter l'orientation des ressources publiques et privées vers la réalisation des objectifs de développement durable. L'UNITAR et le PNUD ont conçu une nouvelle formation en ligne spécifiquement axée sur la prise en compte des objectifs de développement durable dans l'établissement des budgets nationaux.

49. La plateforme éducative « UN SGD:Learn », mise à la disposition du secrétariat conjointement par l'UNITAR et l'École des cadres du système des Nations Unies, vise à promouvoir l'approche « Unité d'action des Nations Unies » aux fins de l'apprentissage des objectifs de développement durable, et compte désormais 66 partenaires. La plateforme sert de guichet unique regroupant les différentes ressources d'apprentissage des entités des Nations Unies et de nombreux autres partenaires sur les objectifs de développement durable et comprenant des fonctions de recherche personnalisées, ainsi que d'outil d'auto-évaluation permettant aux apprenants et apprenants de tester leurs compétences transversales en matière d'objectifs de développement durable selon les critères définis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). À la rubrique « Communities » de la plateforme, les différents réseaux et entités, tels que la Division de statistique, le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, ont la possibilité de gérer les ressources d'apprentissage. Un nouveau groupe de travail dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a été créé afin d'améliorer l'accès à la formation pour les entreprises, à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 4. Au 31 décembre 2022, la plateforme comptait 211 691 apprenants et apprenants, et plus de 1 000 personnes avaient déjà effectué une auto-évaluation.

50. L'Institut a continué de fournir des prestations de renforcement des capacités et de formation pour permettre aux organismes nationaux de statistique de tirer parti de nouveaux partenariats en matière de données, de renforcer la gouvernance des données et d'améliorer la culture statistique des décideurs et d'autres publics. En tant que membre d'un consortium composé de plusieurs universités européennes et de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, l'UNITAR s'est efforcé de promouvoir l'utilisation des données issues des sciences participatives auprès des organismes nationaux de statistique, à la fois comme source de données pour les statistiques officielles et comme complément de données officieuses en vue du suivi

des objectifs de développement durable. En collaboration avec plusieurs entités des Nations Unies et d'autres organisations, l'UNITAR a élaboré un document d'orientation comprenant une série de recommandations à l'intention des organismes nationaux de statistique ainsi que des études de cas sur le sujet. En tant que membre actif du Réseau mondial d'établissements de formation statistique, l'UNITAR a piloté une équipe spéciale sur la culture statistique et, en collaboration avec la Division de statistique et la Commission économique pour l'Afrique, il a continué de dispenser une formation à l'intention des responsables politiques concernant non seulement les compétences mathématiques et statistiques de base, mais aussi les compétences nécessaires pour évaluer l'adéquation des données à l'objectif visé et garantir une communication et une utilisation efficaces et précises des données aux fins de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques. Cette formation, ainsi que d'autres exemples de bonnes pratiques de plusieurs pays, a été présentée lors d'une manifestation organisée en 2021 par l'UNITAR, la Division de statistique et le Réseau mondial d'établissements de formation statistique à l'occasion du Forum mondial des Nations Unies sur les données. L'outil collaboratif en ligne StaTact, qui s'adresse aux organismes nationaux de statistique, a été déployé dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En outre, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, l'UNITAR a lancé une nouvelle formation sur les indicateurs des objectifs de développement durable liés à l'environnement, et 5 781 apprenants et apprenantes ont ainsi participé à des cours et à des ateliers sur les données.

Optimisation de l'utilisation des technologies géospatiales pour la prise de décisions fondées sur des données factuelles

51. Le Centre satellitaire des Nations Unies a continué d'aider les entités des Nations Unies et les États Membres à accéder à des solutions d'information géospatiale à des fins d'intervention d'urgence et de gestion des risques de catastrophe, ainsi qu'à des fins nouvelles, telles que la planification des élections, la santé, la planification de l'éducation, le suivi des projets de développement et la protection du patrimoine culturel.

52. En 2022, le service de cartographie d'urgence du Centre a été activé 72 fois et a permis d'obtenir 449 produits géospatiaux concernant 38 pays différents. L'année a été marquée notamment par le soutien apporté en réponse au conflit en Ukraine et aux inondations qui ont frappé le Pakistan. Les partenariats stratégiques établis avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'UNESCO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises ont été maintenus et renforcés.

53. Le Centre satellitaire des Nations Unies continue de bénéficier du soutien de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, qui héberge l'infrastructure informatique et technologique du Centre. Grâce à ce partenariat, les entités des Nations Unies disposent d'une capacité optimale de traitement et de stockage des données dans le domaine de l'information géospatiale.

54. Le renforcement des capacités demeure un axe de travail essentiel du mandat du Centre. En 2022, le Centre a ainsi renforcé les connaissances et les compétences relatives aux systèmes d'information géographique de 601 participantes et participants issus de pays parmi les moins avancés et de petits États insulaires en développement, employés pour la plupart dans le secteur administratif.

55. Parmi les diverses activités qu'il a déployées à l'échelle nationale, le Centre a aidé les parties prenantes nationales à accroître la résilience face aux changements climatiques et à réduire les risques de catastrophe. Grâce au soutien financier de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, le nombre de pays

bénéficiaires de l'offre de formations et de solutions techniques est passé de trois petits États insulaires en développement du Pacifique à huit pays d'Asie-Pacifique et d'Afrique.

56. L'apprentissage en ligne demeure une composante essentielle du renforcement des capacités, tant pour des parties prenantes des administrations nationales ou régionales que pour toute personne du public qui s'intéresse à l'utilisation de l'imagerie satellitaire. En 2022, des formations régionales en ligne ont été organisées à l'intention des pays du bassin de la Volta et de l'Association des États riverains de l'océan Indien afin d'améliorer la gestion des risques d'inondation et de sécheresse et de réduire ainsi la vulnérabilité aux futurs risques naturels. Depuis son lancement en 2020, plus de 1 500 personnes ont suivi la formation ouverte et à un rythme personnalisé proposée par l'UNITAR sur les technologies de l'information géospatiale dans les contextes de fragilité, disponible en anglais, en arabe et en français.

57. Le Centre a continué d'œuvrer en faveur de l'innovation, en ajoutant à son catalogue de formations différents formats de présentation des analyses, par exemple des vidéos d'animation, des plateformes intégrées de cartographie en ligne et un système de modélisation 3D. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, le Centre a mis en place un système d'analyse d'images satellites à l'aide de modèles d'intelligence artificielle conçus sur mesure, les résultats obtenus étant ensuite soumis à une vérification humaine afin d'en évaluer la qualité avant de les diffuser au public. L'outil FloodAI du Centre a ainsi été déployé à sept occasions dans des situations d'urgence dans cinq pays. Un cours de formation en ligne sur l'utilisation de l'apprentissage profond pour la détection des inondations a été conçu et mis en place conjointement avec une multinationale du secteur technologique afin d'améliorer les compétences des spécialistes des données au sein des organismes de gestion des catastrophes dans le monde entier. Le Centre a également mené des recherches afin d'étendre son système d'analyse de bout en bout pour réaliser des évaluations des dégâts dans le cadre de conflits et de catastrophes associées aux risques naturels et anthropiques, à l'aide d'images satellite à haute résolution.

58. En 2023, le Centre célébrera le vingtième anniversaire du service de cartographie d'urgence, qui est depuis longtemps reconnu par la communauté humanitaire comme une source fiable et efficace de soutien technique en cas de besoins importants et urgents. Étant donné que le nombre de demandes de la part des entités des Nations Unies et des États Membres ne cesse d'augmenter, le Centre s'efforcera de créer davantage de synergies et de réaliser davantage d'économies d'échelle pour assurer l'utilisation efficace des informations géospatiales par les entités des Nations Unies.

Diplomatie multilatérale

59. L'amélioration des connaissances et des compétences des représentantes et représentants, ainsi que des informations qui leur sont communiquées, en vue de leur permettre de remplir au mieux leurs fonctions dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, a continué de revêtir une importance stratégique dans l'activité de l'UNITAR. En plus d'être l'entité de référence des diplomates et autres représentantes et représentants dans les pays et les villes où l'Organisation des Nations Unies maintient une présence importante, l'Institut, soucieux de leur faire mieux appréhender la dynamique du système, des organismes, des mécanismes et des procédures des Nations Unies, a lancé quatre nouveaux programmes de master dans les domaines suivants : diplomatie et lutte contre la corruption, en collaboration avec l'Académie internationale de lutte contre la corruption (Autriche) ; fonctions de direction à l'échelle internationale et négociation, en collaboration avec l'Universidad

Europea de Valence (Espagne) ; droit international et diplomatie, en collaboration avec l'Université pour la paix (Costa Rica) ; diplomatie publique mondiale et développement durable, en collaboration avec la Libera Università degli Studi Sociali Guido Carli (Rome). Ces programmes sont conçus pour fournir une expérience directe et une solide compréhension de la diplomatie, du droit international et de l'Organisation des Nations Unies aux étudiants et aux professionnels qui souhaitent poursuivre une carrière dans les affaires internationales. La Division de la diplomatie multilatérale de l'UNITAR propose aujourd'hui 11 programmes de master conjoints répartis dans huit universités sur quatre continents.

60. Dès le début de la pandémie, l'UNITAR a élargi son offre de formation en ligne pour proposer des certificats et des diplômes sanctionnant l'acquisition de compétences professionnelles fondamentales, en diplomatie multilatérale et en droit international du XXI^e siècle. L'Institut a également introduit une série de programmes de formation en ligne et hybrides destinés à entretenir un esprit de coopération internationale entre les participants et à les sensibiliser au fait que les problèmes mondiaux d'aujourd'hui nécessitent une coopération mondiale. L'Institut a également tiré parti de son savoir-faire en matière de méthodes d'apprentissage en ligne dans le cadre de la coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de créer des programmes de formation personnalisés sur le droit international de la migration. L'Institut s'est également associé à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement afin de mettre en œuvre un programme d'été de deux semaines sur les cadres normatifs internationaux, les technologies de l'information et des communications et l'intelligence artificielle, ouvert à toute personne originaire des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés.

61. L'UNITAR a renforcé ses partenariats avec plusieurs États, notamment la Chine, le Ghana, le Kenya, le Koweït, le Pakistan, les Philippines, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Des solutions de formations sur mesure ont été organisées avec succès en présentiel, dans un format hybride ou en ligne, plus de 90 % des participantes et participants ayant estimé que leur contenu était adapté à l'emploi qu'ils occupaient et qu'ils utiliseraient les connaissances acquises pour s'acquitter de leurs tâches.

62. Le bureau de l'Institut à New York a continué d'offrir aux représentantes et représentants et au personnel de l'ONU et des organisations non gouvernementales et intergouvernementales accréditées des possibilités d'apprentissage, notamment des séances de présentation sur : les travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité (à l'intention des nouveaux membres) ; les élections aux principaux organes de l'ONU ; les enseignements tirés du rapport spécial du PNUD sur la sécurité humaine ; la structure, l'élaboration et l'adoption des résolutions adoptées par les organes principaux et les organes subsidiaires. En coopération avec la Columbia Law School, l'UNITAR a poursuivi son partenariat fructueux pour les représentantes et représentants et proposé une série de formations sur la médiation, la négociation et le règlement des conflits.

63. Conjointement avec le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, l'Institut a mis en œuvre deux programmes de bourses destinés à des personnes issues des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, et a coordonné deux ateliers de transition pour les soixante-seizième et soixante-dix-septième Présidents de l'Assemblée générale, conformément à la résolution [75/325](#).

64. À l'occasion du forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2021 et 2022, le Bureau a également organisé deux formations sur les objectifs de développement durable, auxquelles ont participé 3 691 personnes.

F. Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles

65. En tant que partenariat hébergé à l'UNITAR, le Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles a continué de fournir une assistance technique et un soutien dans ses quatre domaines d'activité, à savoir le renforcement des capacités nationales, le développement local des services, les fournitures essentielles et le financement durable. Outre les travaux en cours au Myanmar et au Rwanda, le Partenariat a lancé de nouveaux programmes en Équateur, en Gambie et en Inde. Au Rwanda, la stratégie nationale et le plan d'action chiffré pour la lutte contre les maladies non transmissibles ont été mis en œuvre dans le cadre d'une collaboration intersectorielle, et une démarche similaire a été adoptée en Gambie dans le cadre du lancement, par le Président du pays, d'une stratégie nationale multisectorielle et d'un plan d'action chiffré pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles pour la période 2022-2027. En Gambie et au Rwanda, les résultats de la mise en œuvre des stratégies et des programmes de lutte contre les maladies non transmissibles ont été encourageants. Au Rwanda, 5 564 enfants ont ainsi été soumis à un dépistage de la cardiopathie rhumatismale dans 21 écoles, soit un taux de réalisation de 37 %, contre un objectif de 40 % fixé dans la stratégie. Le taux de couverture du traitement de l'hypertension artérielle au Rwanda a également augmenté, pour atteindre 8,19 % en 2021, contre 5,4 % en 2020. La Gambie a enregistré une augmentation de 14,1 % du nombre de patients atteints de maladies non transmissibles qui se sont présentés dans des établissements de santé en 2021 par rapport à 2020.

66. Dans le cadre de la Stratégie mondiale de l'OMS en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus en tant que problème de santé publique, les administrations des trois États indiens de Goa, Jharkhand et Madhya Pradesh ont demandé et obtenu un soutien continu en vue de la mise en œuvre de programmes de dépistage du cancer du col de l'utérus et de vaccination contre le papillomavirus humain. En collaboration avec l'OMS, et dans le cadre du Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles, l'UNITAR a lancé la première d'une série de bourses annuelles ou biennales de recherche sur la mise en œuvre des programmes afin de reconnaître et de mettre en valeur le travail de jeunes chercheurs et chercheuses sur le renforcement des interventions efficaces et éprouvées en matière de prévention et de contrôle des maladies non transmissibles dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Un prix a été décerné aux huit finalistes en présence du Directeur général de l'OMS lors du Sommet mondial de la santé qui s'est tenu à Berlin le 16 octobre 2022.

67. Afin de soutenir le développement et le renforcement futur du Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles, le comité exécutif a décidé, en 2022, d'établir le Partenariat en tant qu'organisation indépendante ayant son siège à Genève, dotée d'un mandat international et entretenant une solide collaboration avec l'UNITAR en matière de stratégies et de programmes. Par conséquent, à compter du 1^{er} janvier 2023, le Partenariat est passé du statut de partenariat hébergé à celui de partenaire institutionnel stratégique et de donateur de l'UNITAR. Ce statut a été institutionnalisé par la conclusion d'un accord de programmation conjointe, de mobilisation de ressources, de collaboration technique et de soutien avec la nouvelle division de l'UNITAR chargée des maladies non transmissibles, de la santé numérique et du renforcement des capacités.

III. Situation financière de l'Institut

68. La situation financière de l'Institut continue d'être caractérisée par la stabilité et la croissance. Le montant total des recettes enregistrées pour l'exercice biennal

2020-2021 s'élevait à 75,4 millions de dollars, soit une augmentation de 16,9 % par rapport à celui de l'exercice 2018-2019 (64,5 millions de dollars).

69. L'Institut reste fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs ; ses 10 principaux bailleurs de fonds ayant versé environ 74,8 % du montant total des contributions pour l'année 2021. Il a conclu plusieurs accords pluriannuels avec des partenaires, ce qui a considérablement augmenté le solde des sommes à recevoir.

70. De manière générale, la situation financière de l'UNITAR reste saine. Le montant cumulé des excédents est passé de 30,831 millions de dollars en 2020 à 46,936 millions en 2021, résultant d'un excédent comptabilisé à 16,684 millions de dollars, compensé par une perte actuarielle de 0,579 million de dollars au titre des passifs liés aux avantages du personnel. Les ratios actuels confirment que l'actif suffit à couvrir le passif à court terme et à long terme. Les principaux indicateurs financiers pour l'UNITAR restent satisfaisants, comme l'indique le niveau élevé du ratio actif courant/passif courant et du ratio total de l'actif/total du passif.

71. En novembre 2022, à sa soixante-troisième session, le Conseil d'administration de l'UNITAR a adopté le budget-programme révisé pour 2022-2023, qui se chiffre à 83,311 millions de dollars, soit une augmentation de 10,816 millions de dollars par rapport au budget-programme initial pour 2022-2023 (72,495 millions de dollars). Grâce au Fonds Ne laisser personne de côté (anciennement appelé « Fonds pour l'application du cadre stratégique »), l'UNITAR a pu allouer des fonds à 68 projets depuis sa création par le Conseil d'administration en novembre 2018. Si la souplesse du Fonds a permis à l'UNITAR d'allouer des ressources aux domaines où l'apprentissage et le renforcement des capacités étaient les plus nécessaires, il a été difficile de mobiliser davantage de soutien, malgré les appels lancés aux États Membres et aux autres parties prenantes pour qu'ils versent des contributions volontaires.

72. Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU a émis une opinion sans réserve concernant les états financiers de l'Institut pour les années 2020 et 2021.

IV. Recommandations

73. Il est recommandé que l'UNITAR continue de faire en sorte que sa programmation soit liée au Programme 2030 et d'explorer les moyens de renforcer sa présence au niveau national en établissant des liens plus étroits avec le système des Nations Unies afin de garantir une programmation plus intégrée et plus efficace, tout en élargissant sa programmation et son rayonnement auprès des bénéficiaires.

74. Il est également recommandé que les États Membres et les autres parties prenantes, notamment les entreprises et le secteur privé, apportent un soutien sans réserve à l'Institut afin qu'il puisse continuer de s'employer à répondre aux besoins des pays en matière de renforcement des capacités et d'apprentissage et à d'autres besoins, et que les États Membres et les autres parties prenantes, notamment les entités des Nations Unies concernées, envisagent de fournir un soutien financier au Fonds Ne laisser personne de côté afin d'améliorer son rayonnement auprès des bénéficiaires des pays en situation particulière.